

L'INTERSYNDICALE DÉCIDE D'UN DÉBRAYAGE DE 2 JOURS**L'éducation renoue avec la grève**

Le secteur de l'éducation connaîtra une grève de deux jours, les 10 et 11 février prochain, a annoncé dans son communiqué l'Intersyndicale de l'éducation, à l'issue de sa réunion tenue hier, à Alger, au siège de l'Unpef.

Mise sur pied, il y a quelque temps par sept organisations syndicales autonomes à savoir, le Snapest, le Satef, l'Unpef, le SNTE, le Snapap, le CLA, et le Snapep, une nouvelle organisation syndicale autonome regroupant les professeurs des écoles primaires, l'Intersyndicale de l'éducation annonce la couleur en lançant un bras de fer avec la tutelle accusée de «non-respect de ses engagements contractuels et de renier certains acquis obtenus par les enseignants», lit-on dans le communiqué de l'intersyn-

dicale de l'éducation dont le mot de grève des 10 et 11 février prochain vient en soutien à une plateforme de revendications en neuf points.

La réouverture du statut particulier (décret exécutif n° 240/08 corrigeant et complétant le décret exécutif n° 315/12), et ce, afin de corriger les disparités en matière salariale, d'avancement, de promotion, d'intégration et les classifications introduites au profit des différents personnels de l'éducation est la principale doléance évoquée par les délégués syndi-

caux qui demandent la régularisation financière des enseignants intégrés en 2012 avec application de l'effet rétroactif à partir du mois juin 2012.

Il est demandé également la réouverture du dossier de l'enseignement technique, en révisant le statut des professeurs des lycées techniques, PTLT.

La revalorisation du taux de la prime octroyée pour les corps communs de l'éducation et la récupération des ex-ITE, instituts de technologie de l'éducation et leur utilisation pour la formation des nouveaux enseignants figurent par les préoccupations soulevées par l'Intersyndicale de l'éducation.

S. A. M.



Photos : Samir Sid.

L'intersyndicale appelle à un débrayage les 10 et 11 février.

OUVERTURE DE L'ESPACE AÉRIEN ET DU MARCHÉ DE FRET MARITIME AU PRIVÉ**Haddad parle, Ghoul confirme**

Ali Haddad, qui a conduit, hier, une délégation du FCE chez le ministre des Transports, a parlé en décideur. L'ouverture de l'espace aérien et du marché de fret maritime au privé est imminente. Amar Ghoul a confirmé.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Ce que beaucoup n'ont pas réussi à obtenir pendant des années, le tout nouveau patron du FCE l'a eu en l'espace d'une entrevue.

Lors de la conférence de presse qui a suivi, hier, la rencontre entre la délégation du Forum des chefs d'entreprises et le ministre des Transports, c'est Ali Haddad qui a annoncé en premier la couleur, en présence de Amar Ghoul.

«Le ministre nous a écoutés et a enregistré nos contraintes. Il a été impressionné par le nombre de doléances que nous avons portées.

Il est d'accord pour la création de ponts entre le secteur public et celui privé. Nous avons évoqué l'installation d'une commission

mixte ministère-FCE. Elle se réunira une fois par mois», a-t-il indiqué. Après ce bref préambule, Ali Haddad entre dans le vif du sujet : «Nous avons tous voyagé avec Air Algérie, et je crois que tous les voyageurs ont souffert des retards récurrents enregistrés par la compagnie nationale.

Vous connaissez sans doute la raison. Il y a trop de charge sur Air Algérie. D'où, d'ailleurs, l'impératif de la renforcer, mais tout en lui gardant les lignes rentables et celles intérieures.» Le président du FCE évoquera également le transport maritime, particulièrement celui de marchandises.

Il n'admet pas que 97 % du marché de fret maritime en Algérie soit dominé par les compagnies étrangères. «Il y a des Algériens capables de le faire. Je ne vois pas pourquoi on n'ouvre pas le fret maritime au privé», s'interroge-t-il.

Ali Haddad, qui n'a pas laissé le soin à Amar Ghoul de communiquer sa réponse, s'est empressé de livrer lui-même le verdict : «Le ministre était d'accord pour prendre immédiatement en charge nos doléances.»



L'ouverture de l'espace aérien et du marché de fret maritime est déjà décidée.

Il ajoutera ce propos confus : «Le ministre nous a dit qu'il y aura beaucoup de choses qui vont changer dans ce ministère.»

C'est déjà prévu

A son tour, Amar Ghoul a commencé par qualifier cette rencontre de «grande avancée». Il ira d'ailleurs jusqu'à faire une comparaison avec celles qui ont précédé. «Dans le passé, ce genre de rencontres étaient caractérisées par

de grands obstacles. Aujourd'hui, nous sommes obligés de faire autrement», lance-t-il d'emblée. Sur la question du fret maritime, le ministre a lui aussi regretté que 97 % des marchandises destinées à l'Algérie passent par les compagnies de transport étrangères. «Avec le renforcement de notre flotte nationale de 27 navires, nous allons réduire ce taux de 30%.

Le reste du marché peut être couvert par le privé algérien», a-t-il

tranché. Quant à l'ouverture de l'espace aérien à l'investissement privé, le ministre expliquera que «ce segment est prévu dans les réformes en cours, et figure dans la nouvelle loi sur les transports qui a été soumise au Parlement».

Devant l'insistance de la presse, Amar Ghoul a fini par lâcher le morceau : «Le transport aérien sera ouvert au privé mais dans le cadre de la complémentarité.

Les parts de marché d'Air Algérie et Tassili Airlines sont intouchables. Il y aura d'ailleurs consolidation de la flotte des deux compagnies nationales.»

Enfin, il est à signaler que Ali Haddad, qui s'est montré un peu incommode par l'insistance des journalistes sur ce sujet, a conclu en ces termes : «La question de l'ouverture de l'espace aérien ou non est dépassée. Il faut s'inscrire dans l'avenir. Et l'avenir, c'est l'entreprise.» Le président du FCE ne pouvait être plus clair.

L'ouverture de l'espace aérien et du marché de fret maritime est déjà décidée. Elle est imminente.

M. M.

PREMIER JOUR DU DÉBAT SUR LE PROJET DE LOI SUR LE RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2012**Les députés ont la tête ailleurs**

Même si la loi portant règlement budgétaire est un outil de contrôle permettant au pouvoir législatif de suivre et de contrôler l'exécution des budgets de l'Etat, une bonne partie des députés a brillé par son absence, hier, lors de la présentation du projet de loi portant règlement budgétaire 2012 par le ministre des Finances.

Salah Benreguia – Alger (Le Soir) - S'il est vrai que le premier jour du débat sur ce projet de loi a été marqué par l'intervention du ministre Djellab qui, à vrai dire, n'a fait que «lire» le texte déjà présenté le mois d'octobre dernier devant la commission des finances, il n'en demeure pas moins que le débat qui s'en est suivi ne semble pas inspirer beaucoup de parlementaires.... Hormis quelques interventions sur

certain aspects dudit projet, la quasi-totalité des députés ayant pris la parole, semble avoir la tête ailleurs.

Toutefois, Lakhdar Benkhelaf, député du Front pour la justice et le développement (parti de Djaballah Abdellah), évoquant le texte de loi, a jeté un pavé dans la mare. Pour ce parlementaire (un avis partagé d'ailleurs par quelques collègues), il est plutôt plus judicieux d'examiner le projet

de loi sur le règlement budgétaire pour l'exercice écoulé (2014) et ce, avant l'adoption de la loi de finances 2015.

Le but, explique-t-il, est de mettre à nu les insuffisances des précédentes lois et prendre, le cas échéant, les corrections qui s'imposent.

«Or, nous sommes en train d'examiner, en 2015, le projet de loi sur le règlement budgétaire de 2012 !» a-t-il indiqué avec étonnement. «Est-il normal et logique que dans le projet de loi sur le règlement budgétaire 2012, il a été précisé que 143 000 postes d'emploi n'ont pas été dépourvus alors que le chômage touche tous les secteurs ?» s'est interrogé le

député qui ajoute que le gouvernement a failli dans la gestion des affaires publiques.

«Nous sommes réellement dans une crise vu que le gouvernement a dépensé 2 283 milliards de dinars du fond de régulation de recettes lorsque le pétrole était à 115 dollars. Avec ce rythme de dépenses et un baril à 50 dollars, que restera-t-il dans le FRR ?» a-t-il indiqué.

Et d'ajouter plus loin que le débat sur ce projet de loi se fait dans une conjoncture de crise, causée par la baisse très significative des ressources pétrolières. «Dans ce genre de situation, l'Etat a recours aux solutions simplistes et au discours menaçant

qui est : «Après moi, c'est le déluge».

Donc, au lieu d'élaborer des stratégies claires pour garantir un avenir meilleur pour les générations futures, les pouvoirs publics demandent aux citoyens de serrer la ceinture alors que le problème réside au niveau de nos décideurs qui mettent d'ailleurs des bretelles au lieu des ceintures» a-t-il soutenu.

Utile de rappeler, par ailleurs, que le débat sur le projet de LRB 2012 se poursuivra aujourd'hui tandis que les réponses du ministre des Finances ainsi que le vote du texte sont prévus pour demain.

S. B.